

## **Les Palestiniens face à leur histoire : la responsabilité du Haut Comité Arabe dans l'exode des Arabes de Haifa**

Sources: Efraim Karsh: *The Arab-Israeli Conflict. The Palestine 1948 War*. Oxford, Osprey, 2002; *Palestine betrayed*. Yale University Press, 2010.

**Par Sacha Bergheim**

Pour © 2011 [contrecourant1](#) © 2011 [aschkel.info](#) et © 2011 [lessakele](#)

### **À retenir...**

- La population arabe de Haifa est passée d'environ 60 000 habitants en 1947 à environ 3 000 en 1948.
- Plus de la moitié ont quitté la ville à partir de novembre 1947, soit environ six mois avant la prise de contrôle de la ville par la Haganah.
- Les représentants locaux du Haut Comité Arabe ont exigé l'organisation par les Britanniques du départ volontaire de la population arabe restante (environ 20 000 habitants) les 21-22 avril 1948 sur instruction explicite du Comité Arabe établi au Caire.
- Les autorités juives ont appelé sans relâche la population arabe à rester car la coexistence impliquait la reconnaissance et la légitimité du projet sioniste.
- Les autorités arabes sont responsables de l'exode des Arabes déplacés originaires de Haifa, ce qui discrédite l'accusation de nettoyage ethnique.

## **Les Palestiniens face à leur histoire : la responsabilité du Haut Comité Arabe dans l'exode des Arabes de Haifa**

Contrairement au stéréotype largement répandu, la population arabe de Haifa n'a pas été expulsée par la Haganah.

Cet aperçu des journées décisives des 21 et 22 avril 1948 montre la responsabilité accablante du Haut Comité Arabe qui a exigé de façon coercitive le départ de tous les Arabes de la ville, à l'encontre de la demande des autorités juives et contrairement à l'avis émis par la puissance mandataire, et met en lumière la stratégie extrémiste du clan Husseini dans les préparatifs de l'invasion coordonnée du pays destinée à éliminer toute présence juive.

par [S. Bergheim](#)

### ***Revenir sur un lieu commun de la « nouvelle histoire »***

Les débats historiographiques sur la guerre de 1948 ont une portée éminemment politique. Les Arabes se voient ainsi comme les victimes d'une grande conspiration internationale (et/ou sioniste) visant à les déposséder d'une partie de la terre d'Israël. Or, la défaite s'est accompagnée du départ d'une part importante des habitants arabes.

Comme le martèle Hanan Ashrawi :

*Ce dont nous avons besoin, c'est d'une reconnaissance authentique de la culpabilité d'Israël, le récit authentique des Palestiniens doit être admis et reconnu.*

Elle appelle donc à une « *rectification* » de l'histoire et à contraindre Israël à se « *racheter de la faute originelle* » en autorisant le retour des réfugiés ainsi qu'une indemnisation financière pour les « *souffrances infligées* », sans évoquer celles des réfugiés juifs expulsés des pays orientaux.

Dans un registre similaire, Fawaz Turki accuse de façon vindicative :

*Vous me devez des réparations que je sais que vous ou vos enfants paieront un jour, quelque'en soit la durée, pour toute la souffrance indescriptible que vous avez infligé à moi, ma famille, mes compatriotes dans l'exil.*

Tentative d'extorsion ou d'intimidation derrière l'apparent exorcisme de la douleur ?

Ashrawi, Turki, Abbas et derrière eux de nombreux médias et hommes politiques occidentaux en sont convaincus : les Israéliens ont expulsés les habitants arabes afin de se constituer une majorité ethnique. La guerre larvée qui dure depuis plus de soixante ans ne serait ainsi que la réaction à cette injustice originelle.

Les « nouveaux historiens » comme Pappe ou Morris attribuent l'entière et exclusive responsabilité de l'enlisement du conflit aux autorités juives et incluent ainsi Haifa dans la liste des « expulsions » planifiées selon eux dans le « Plan Dalet ».

Que s'est-il ainsi passé à Haifa ? Comment s'est déroulé le départ d'environ 62 500 Arabes (soit un dixième des déplacés arabes de 1948) ? Existe-t-il un « acte d'expulsion » comme le prétendent Palestiniens et « nouveaux historiens » ?

Les millions de page d'archives déclassifiées ces dernières années permettent d'établir aujourd'hui le récit authentique du fil des événements et de saisir, par extension, le contexte et la réalité historique de la guerre de 1948.

Il est d'autant plus intéressant de reprendre l'examen de la période à nouveau frais que, par extension, l'exemple de Haïfa permet d'appréhender le contexte et la réalité historique – et non la reconstitution idéologique – de la guerre de 1948.

***La fuite des habitants est antérieure à la prise de contrôle de la ville par la Haganah.***

Haïfa est le principal port de la Palestine mandataire, la porte ouverte sur la Méditerranée pour les villages juifs de Galilée et l'aboutissement de l'oléoduc en provenance de Mossoul en Iraq. Inclue dans les plans de partition du côté juif, la ville est donc d'une importance stratégique.

Les archives déclassifiées démontrent sans aucune ambiguïté que la fuite des habitants arabes de Haïfa a commencé bien avant le début des hostilités, donc avant toute initiative juive, invalidant catégoriquement l'idée d'un projet ni même d'un plan d'épuration ethnique.

- Le 23 octobre 1947, un rapport des services de renseignement britannique notait que « *les leaders arabes agissent en considérant que les troubles sont sur le point d'éclater et ont déjà évacué leurs famille dans les pays voisins* ».
- Le 21 novembre 1947, soit un mois après le premier rapport, un second ajoutait que « beaucoup d'Arabes de Haïfa quittent en ce moment la ville avec leurs familles. »

À la mi-décembre 1947, près d'un tiers des habitants arabes de la ville, soit environ 20 000 habitants ont déjà fui. L'activité économique et commerciale s'en ressent, les classes les plus riches convertissant leurs fonds en dollar ou en or, et les transfèrent à l'étranger. Les marchands partent en Egypte, en Syrie ou au Liban, suscitant une pénurie de produits de nécessité. À cela s'ajoutent des pillages dans les propriétés abandonnées des quartiers arabes, créant un climat d'insécurité croissante. Les avertissements du Comité National Arabe de Haïfa n'ont aucun effet.

Ce dernier, composé de 15 membres parmi les élites arabes, tente en vain de juguler ce cycle de violence, ses efforts sont constamment sapés par le manque de coordination global, par les luttes intestines entre ses propres militants, ainsi que par les exactions des groupes armés de *fedayeen* opérant contre son autorité.

En effet, le Comité National est en hostilité ouverte avec le Haut Comité Arabe dirigé depuis le Caire par le mufti Al Hussein qui a laissé carte blanche à ses partisans pour mener le jihad en Palestine. En janvier 1948, le Comité National envoie une délégation d'urgence au Caire avertissant al Hussein que si les activités terroristes des troupes du mufti ne cessaient pas immédiatement, la communauté entière disparaîtrait.

De fait, le Comité National semble abandonner dès le début 1948 tout espoir de contenir le départ de la population arabe, si bien qu'au retour de la délégation du Caire, le Comité adopte une proposition appelant à l'amélioration des conditions de vie pour les réfugiés dans les pays où ils se trouvaient et exigeait de l'aide pour les y installer. Alors même que la ville restait sous contrôle britannique, les dissensions entre les factions arabes conduisent les autorités civiles arabes à cautionner le départ effectif de la population et à suggérer que le statut de réfugié soit institutionnalisé.

Plus qu'une décision unique prise par dépit, cet appel entre dans le cadre d'une stratégie coordonnée par le Haut Comité Arabe qui en mars 1948 ordonne le départ contraint des femmes et des enfants de Haifa. Il établit un comité spécial pour superviser l'opération et envoie un navire égyptien affrété pour l'opération. L'évacuation de la population non-combattante s'inscrit dans le cadre des préparatifs de l'invasion de la Palestine par les troupes arabes, privilégiant la stratégie de la guerre totale, du jihad.

Début avril 1948, selon l'évaluation de Rashid Haj Ibrahim, à la tête du Comité National, la population arabe de la ville avait diminué de près de 40 000 habitants, soit le départ de près des 2/3 de la population de 1947. Un départ qui ne peut à aucun moment être imputé à une politique de nettoyage ethnique de la part des autorités sionistes.

### ***Le départ volontaire des Arabes de Haifa selon les instructions arabes.***

La fin du Mandat britannique en Palestine était marqué par des violences intermittentes à Haifa entre les combattants arabes – recrutés localement ou venant des pays voisins – et la Haganah.

Les hostilités atteignent le point culminant lorsque les britanniques décident les 21 et 22 avril 1948 d'évacuer la ville – en ne conservant plus que le port –, laissant chacun des deux belligérants tenter d'occuper le plus rapidement possible les quartiers évacués et de s'en assurer le contrôle.

Découragée par la désertion de ses leaders militaires locaux, pétrifiée par les rumeurs amplifiées de Deir Yassin que diffusaient les autorités arabes depuis une semaine, les habitants arabes qui restaient à Haifa commencent à prendre la route du départ en car ou en train.

Tôt le 22 avril, alors que la Haganah prend le contrôle du centre près du marché, des centaines d'Arabes se rendent au port encore tenu par les Britanniques. Une délégation arabe demande alors à rencontrer le major-général Hugh Stockwell « en vue d'obtenir un accord avec les Juifs », et demandent au consul syrien de Haifa d'informer son gouvernement à Damas ainsi que la Ligue Arabe de la chute de Haifa.

La délégation arabe rencontre dans l'après midi la délégation juive, sans avoir reçu aucune nouvelle de Damas.

Le maire juif de la ville, Shabtai Levi appelle à la paix et à la réconciliation, et demande que la population arabe reste dans la ville, garantissant leur sécurité et s'opposant fermement à leur demande d'organiser le départ de l'ensemble de la population arabe. Perplexe face aux garanties présentées par les autorités juives, la délégation arabe souhaite alors obtenir un délai de 24 heures pour « leur laisser l'opportunité d'entrer en contact avec leurs frères arabes ». La rencontre a pris fin à 17h20, leurs conditions étant acceptées.

Le soir même, la délégation annonce, comme le rapport Stockwell dans le rapport officiel que :

[la délégation de notables arabes] « *n'est pas dans une situation de signer un accord, car ils n'ont aucun contrôle sur les forces militaires arabes [des pays voisins] dans la ville et qu'en tout sincérité ils ne pourraient respecter les obligations de l'accord, même s'ils le signaient.* »

En revanche, ils demandèrent une assistance militaire pour évacuer Haifa. Shabtai Levi cherche à nouveau à les convaincre, leur disant qu'il s'agissait d'« un crime cruel contre leur propre peuple ». Yaakov Salomon, avocat de Haifa et officier de liaison de la Hagana assure :

« *J'ai des instructions claires du commandement de la zone ; si vous restez, nous vous garantissons l'égalité de traitement, la paix. [...]* Car les Juifs sont partisans du maintien des relations harmonieuses avec la communauté arabe. »

Prenant en compte l'ensemble des paramètres de la situation, Stockwell ajouta :

« *C'est une décision stupide. Vous devez accepter les conditions des Juifs [il s'agit du désarmement des milices]. Ils sont loyaux. Ne laissez pas la vie être détruite de façon insensée. Après tout, vous avez commencé la guerre et les Juifs l'ont gagnée.* »

Le lendemain matin, ils revinrent voir Stockwell et ses conseillers pour discuter des conditions matérielles de l'évacuation, en dépit des objections britanniques. Autour de 20 000 Arabes commencent à partir, conformément aux instructions du Haut Comité Arabe. Seuls 3000 sont restés dans la ville, préférant vivre sous administration israélienne.

S'adressant au conseil de Sécurité de l'ONU le 23 avril, Jamal Husseini, qui faisait face à des mises en demeure de toutes parts d'expliquer ce choix de l'évacuation volontaire, accuse les Juifs d'avoir présenté, selon lui, des « conditions humiliantes » (en l'occurrence le désarmement des milices du Haut Comité Arabe) pour justifier le refus de tout accord. En effet, l'interdiction de porter une arme était le symbole de la dhimmitude, et l'inversion de cet interdit qui rendait la vie des Juifs aussi précaire qu'incertaine devenait pour les combattants arabes plus qu'une défaite, une véritable humiliation que le Commandant britannique ne comprenait lui-même pas.

### ***Les efforts juifs pour obtenir le retour des Arabes de Haifa.***

Certains écrivains parlent d'une « propagande-éclair » ( ! ) des Juifs destinés à effrayer les Arabes pour obtenir leur départ. La seule occurrence d'une « propagande-éclair » se trouve sous la plume de Arthur Koestler... qui n'était même pas en Palestine à ce moment-là.

Au contraire, les sources arabes, juives, britanniques et américaines attestent avec précision que les autorités juives ont systématiquement cherché à endiguer le flux de l'exode et à convaincre les Arabes de rester.

Ces efforts n'ont pas été pas seulement le fait de Levi ou Salomon dans l'hôtel de ville lors des négociations avec la délégation arabe. L'accord de la Haganah stipulait que les Arabes devraient « reprendre leur travail en tant que citoyens libres et égaux de Haifa ».



Dans ses appels en arabe, la radio de la Haganah précise dès le 23 avril que

*« Les Juifs ont toujours voulu et veulent croire qu'il est dans l'intérêt réel de Haifa et de ses citoyens de travailler ensemble et d'assurer que les conditions de vie normales dans la ville soient restaurées. »*

Le 24 avril, la radio de la Hagana déclare en arabe :

*« Comme vous, la seule chose que nous voulons est de vivre en paix. Si Juifs et Arabes coopèrent, aucune puissance ne pourra attaquer notre pays ou ignorer nos droits. »*

Le 26 avril, la même fréquence en arabe ajoute :

*« Entre 15 000 et 20 000 Arabes ont exprimé leur souhait de rester dans la ville. »*

et annonce que :

*« Des employés arabes ont été recrutés à des postes clés. [...] La population arabe a reçu une part du blé, du riz et du maïs destinés aux Juifs de Haifa. ».*

Le 27 avril, loin d'organiser une propagande destinée à faire partir la population arabe, la Haganah appelle les Arabes à revenir chez eux :

*« La paix et l'ordre règne sur la ville et chaque résident peut revenir pour vivre librement et reprendre son travail en paix et en sécurité. »*

Les boulangers juifs de Haifa reçoivent même la dispense exceptionnelle de la part du rabbinat de Haifa de faire du pain durant la fête de Pessah pour le distribuer aux habitants des quartiers arabes, et le Comité judéo-arabe pour le retour à la vie normale envoya le 28 deux de ses membres informer les femmes, les enfants, les plus âgés qu'ils pouvaient revenir chez eux.

La sincérité de la position juive est également attestée par des rapports du consulat américain de Haifa.

Le 25 avril, après la fin des combats, le vice consul Aubrey Lippincott envoie un câble à Washington soulignant que :

*« Les Juifs espèrent que la pauvreté fera revenir des travailleurs arabes comme beaucoup le font en dépit des essais des autorités arabes de les persuader d'y renoncer. »*

Le 29 avril, Lippincott précise que Farid Saad, membre du Comité National, accuse à ce moment les Juifs :

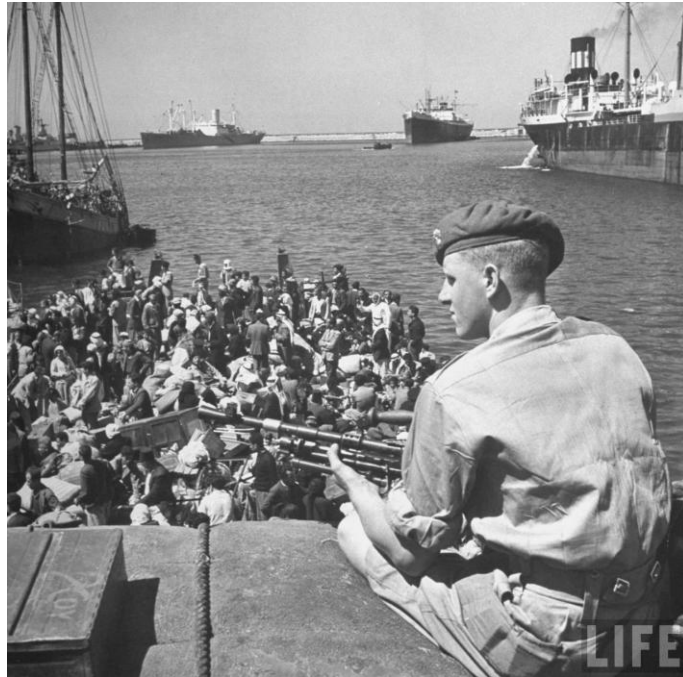
*« D'organiser une propagande pour persuader les Arabes de revenir à Haifa. »*

Tous les rapports britanniques confirment les efforts entrepris par les autorités juives pour obtenir le retour des Arabes à Haifa. Le surintendant britannique note le 26 avril que :

*« Les juifs font tous les efforts possibles pour convaincre la population arabe de rester et vivre normalement, de rouvrir leurs magasins, en leur assurant protection. »*

Pendant ce temps, un Comité d'Urgence Arabe est établi pour organiser l'évacuation de l'ensemble de la population arabe de la ville. Leur principal arme était la terreur. Des résidents arabes reçurent des menaces écrites que s'ils ne quittaient pas la ville, ils seraient considérés comme des traîtres ou des collaborateurs méritant la peine de mort.

Le Comité d'Urgence était le successeur du Comité National d'Haifa et comprenait deux de ses anciens membres : Farid Saad et Sheikh Murad. Ce qui signifie clairement que l'évacuation de la communauté arabe de Haifa a été ordonnée, planifiée et exécutée par les représentants locaux officiels du Haut Comité Arabe de Husseini.



La seule question décisive est de savoir si ces représentants ont agi en leur propre nom ou en suivant les instructions spécifiques venant du Haut Comité Arabe lui-même installé au Caire.

***La peur du Haut Comité Arabe : la réussite d'une coexistence pacifique à Haifa.***

Comme nous l'avons évoqué précédemment, les leaders de Haifa se sont d'emblée révélés extrêmement réticents à accepter de leur propre chef les termes de l'accord de la Haganah, comme en témoigne l'appel au consul syrien et le délai demandé de 24 heures supplémentaires pour demander conseil aux pays arabes.

Le Comité National a pris alors contact avec les bureaux du Haut Comité Arabe de Beyrouth. Les instructions reçues ont été limpides : ne signez pas l'accord. Face à la protestation des délégués arabes, il leur fut opposé que ce n'était qu'une affaire de quelques jours car « les opérations envisagées allaient provoquer de très nombreuses victimes » et qu'ils « seraient tenus pour responsables des victimes du côté arabe de la population restant en ville ».

L'ensemble de la conversation téléphonique a été enregistré par les services de renseignement de la Hagana et un rapport transmis aux négociateurs juifs, dont le maire Shabtai Levi, afin qu'ils comprennent l'origine du refus et tentent malgré tout d'arracher un accord.

Dès le 25 avril le consulat américain rapporte :

*« Les leaders arabes dominés par le mufti appellent en urgence tous les Arabes à quitter la ville en vue des opérations militaires. ».*

Trois jours plus tard, il notait :

*« Le Haut Comité Arabe a ordonné à tous les Arabes de quitter la ville. »*

Dans un courrier officiel au Secrétaire des Affaires Coloniales à Londres, Sir Alan Cunningham, à la tête du Haut Comité pour la Palestine, écrit quinze jours plus tard :

*« Les autorités britanniques de Haifa sont venu à la conclusion que l'évacuation totale a été exigée par les Arabes [en dépit de l'opposition] des habitants pauvres et des Juifs. »*

Comment comprendre l'organisation du départ par les autorités arabes ?

Le plan de partition de l'ONU faisait de Haifa une des villes les plus importantes de l'Etat juif, et un accord de la communauté arabe, qui était une des communautés urbaines les plus importantes, pour vivre sous législation juive signifiait de facto l'acceptation d'un Etat juif.

Cette condition était pour les leaders du Haut Comité Arabe était inconcevable, et le risque de voir se répéter des accords de ce type – en raison de l'impopularité des *fedayeen* – aurait alors mis un terme au jihad planifié par le Mufti.

C'est la raison pour laquelle les représentants locaux du Haut Comité Arabe ont choisi l'évacuation plutôt que l'accord de la Hagana. Peu après la chute de Haifa, Abdal Rahman Azzam, secrétaire générale de la Ligue arabe, déclare en signe d'avertissement :

*« Les sionistes saisissent l'opportunité d'établir un état sioniste contre la volonté des Arabes. Les peuples arabes ont accepté le défi et bientôt ils vont leur régler leur compte. »*

Au lieu de confirmer la version mythifiée d'une épuration ethnique, la déclassification des archives de la période a permis de mettre au jour la responsabilité des leaders arabes dans le départ forcé des Arabes de Haifa. L'ensemble des sources concordent pour affirmer que les autorités juives civiles et militaires se sont efforcés d'obtenir le retour des habitants arabes à partir du moment où la ville est passée sous le contrôle de la Haganah.

Comme tout au long de l'histoire du conflit arabo-israélien, l'intransigeance idéologique des leaders arabes a conduit aux multiples attaques contre l'Etat juif et aux défaites successives. Un retour sur l'histoire réelle et complexe de la naissance du problème des réfugiés conduit non seulement à une large révision des lieux communs, à la mise en cause de la déontologie de la « nouvelle histoire » et surtout à la réduction radicale du niveau des exigences arabes dans les négociations car elles s'appuient sur une version tronquée de l'histoire moderne.

---

13. **Sacha Bergheim**- *Les palestiniens face a leur histoire – Dossier du Mois*  
02/01/2011 - © 2011 [contrecourant1](#)© 2011 [aschkel.info](#) et © 2011 [lessakele](#)